

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FOUVET MERCIER

Zone Industrielle
85 rue des Moutonnées - BP 113
38120 Saint-Égrève

Références : 2023-Is059T5

Code AIOT : 0003200778

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2023 dans l'établissement FOUVET MERCIER implanté Zone Industrielle 85 rue des Moutonnées - BP 113 38120 Saint-Égrève. L'inspection a été annoncée le 02/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le service de l'inspection a reçu le 15/06/2022 une fiche de contrôle rédigée par l'Office Français de la Biodiversité (OFB) signalant la pollution par HAP du ruisseau de la Biolle (fiche contrôle du 25/05/2022), dont l'origine provenait d'un déversement accidentel de gasoil. L'exploitant n'avait pas déclaré dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées le déversement d'hydrocarbures dans le ruisseau de la Biolle, pollution constatée le 24/05/2022 par Grenoble Alpes Metropole (GAM). Le service de l'Inspection a effectué une visite le 19/07/2022 et à l'issue de l'inspection sur site a proposé à Monsieur le Préfet un projet d'arrêté de mise en demeure, projet signé et notifié le 25/10/2022 (n°DDPP-DREAL-UD38-2022-10-24) à l'encontre de la société Fouvet-Mercier sur la commune de Saint-Egrève pour son activité de stockage de produits pétroliers. La visite du 27/07/2023 a pour but de constater si le non respect des prescriptions perdure ou si les non-conformités sont levées pour l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-DREAL-UD38-2022-10-24 du 25/10/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FOUVET MERCIER
- Zone Industrielle 85 rue des Moutonnées - BP 113 38120 Saint-Égrève
- Code AIOT : 0003200778
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Fouvét-Mercier située à Saint-Egrève est spécialiste du transport et de la logistique de produits de l'énergie (activité de stockage de produits pétroliers, station service interne, activité de transport, Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles) . Elle est autorisée sous le régime de plusieurs rubriques DC (déclaration avec contrôle) au niveau de la législation ICPE (cf. Annexe 2 en pièce jointe).

Un arrêté préfectoral de prescriptions particulières n°82-2166 a été délivré le 10/03/1982 concernant l'installation de station de dégazage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Prévention des pollutions, contrôle périodiques des installations soumises à déclaration.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent

- aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Stockage de produits pétrolier - Etanchéités des rétentions	AP de Mise en Demeure du 25/10/2022, article 1	Astreinte	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôles périodiques des installations soumises à déclaration	AP de Mise en Demeure du 25/10/2022, article 1	Sans objet
2	Stockage de produits pétrolier - Evacuation des effluents recueillis	AP de Mise en Demeure du 25/10/2022, article 1	Sans objet
3	Stockage de produits pétrolier – Vannes obturatrices des rétentions	AP de Mise en Demeure du 25/10/2022, article 1	Sans objet
5	Stockage de produits pétrolier - Consigne manoeuvre vanne obturatrice	AP de Mise en Demeure du 25/10/2022, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les délais de mise en conformité de l'arrêté préfectoral de mise en demeure étant échus lors de l'inspection du 27/07/2023, il est constaté qu'une non-conformité n'est pas levée (étanchéité des rétentions), il est proposé à monsieur le préfet d'engager une sanction administrative à l'encontre de la société Fouvét-Mercier sur Saint-Egrève sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôles périodiques des installations soumises à déclaration
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/10/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : La société Fouvet-Mercier exploitant une activité de transport et de logistique, sise Zone Industrielle -85 rue des Moutonnées sur la commune de Saint-Egrève (38120) est mise en demeure de respecter, les dispositions de l'article L. 512-11 du code de l'environnement (dans le cas présent, contrôles périodiques des installations soumises à déclaration avec contrôles périodiques pour les rubriques 4718-1-b; 4718-2-b; 4734-2-c;1435-2; 1434-1-b). En cas de non respect de cette mise en demeure dans le délai de 3 mois, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.
Constats : <u>1- Contrôles périodiques effectués par des organismes agréés :</u> Lors de l'inspection du 19/07/2022, il a été constaté une non-conformité ayant conduit le préfet à mettre l'exploitant en demeure de lever cette non conformité sous un délai de 3 mois par l'arrêté du 25/10/2022 (délai échu depuis le 01/02/2023). Le constat mentionné dans le rapport d'inspection signé les 29/08/2022 et 06/09/2022 et les références réglementaires sont rappelées ci-dessous: Prévention des pollutions - contrôles périodiques , Code de l'environnement du 01/01/2013, article L.512-11 : " <i>L'exploitant ne présente pas de rapport de contrôle périodique pour les rubriques 4718-1-b; 4718-2-b; 4734-2-c;1435-2; 1434-1-b</i> ". L'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 12/01/2023, une copie du courrier daté du 20/12/2022 de la société Socotec concernant un avis de visite pour les contrôles périodiques ICPE prévue le 18/01/2023. Le 27/07/2023, l'exploitant présente à l'Inspection les rapports de contrôle périodique des installations classées soumises à déclaration : - rubrique 4718- rapport n°12754248-001-1, mission réalisée le 18/07/2022; - rubrique 4734 - rapport n° EL7P2/23/511 , mission réalisée le 17/07/2023; - rubrique 1435 - rapport n°EL7P2/23/509 , mission réalisée le 17/07/2023; - rubrique 1434 - rapport n°EL7P2/23/510 , mission réalisée le 17/07/2023. La non-conformité de la mise en demeure concernant le non respect des disposition de l'article L.512-11 du code de l'environnement et ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2022-10-24 du 25/10/2022 est levée. <u>2- Non-conformités majeures et autres non-conformités constatées :</u> Ces rapports mentionnent plusieurs non-conformités majeures et autres non-conformités constatées (hormis pour la rubrique 4718, sans non-conformités) . Les dates limites pour la remise de l'échéancier de mise en conformité, mentionnées par Socotec sont: - rubrique 4734 – 20/10/2023; - rubrique 1435 – 20/10/2023; - rubrique 1434 – 20/10/2023. Pour rappel, en cas de non conformité majeure, l'exploitant doit :

- dans un délai de 3 mois à réception du rapport de contrôle : transmettre à l'organisme agréé un échéancier des dispositions prises pour remédier aux non conformités majeures ;
- dans un délai de 1 an à réception du rapport de contrôle : transmettre à l'organisme agréé une demande écrite de réalisation d'un contrôle complémentaire ne portant que sur les dispositions ayant donné lieu à des non conformités majeures ;
- avoir remédié aux non conformités majeures lors du contrôle complémentaire. En cas de non-respect de ces obligations, l'organisme agréé est tenu d'en informer le préfet et l'inspection des installations classées compétente. L'organisme de contrôle périodique transmet chaque trimestre au préfet , à l'inspection des installations classées compétente et au ministre en charge des installations classées la liste des contrôles effectués (contrôle initial ou complémentaire) pendant le trimestre écoulé . Ce bilan est transmis de manière dématérialisée. La mise en place des non conformités majeures ne dispense pas les exploitants d'installations de remédier à toutes les non conformités relevées dans le rapport de contrôle.

L'exploitant présente à l'Inspection le 27/07/2023 son plan d'actions pour la mise en conformité des non-conformités majeures et autres non-conformités constatées : 8 non-conformités majeures et 8 autres non-conformités sont à suivre. Les échéances sont indiquées.

L'exploitant interroge l'Inspection sur la prescription de l'article 4.2 alinéa 1 de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Celle-ci précise que : *"D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit : de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure pendant au moins deux heures ; la pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars ;"*

L'exploitant indique que le site possède un poteau incendie dans le périmètre ICPE situé à moins de 100 mètres de la station-service, le deuxième est en dehors du périmètre ICPE (rue des Moutonnées) et est situé à plus de 100 mètres de la station-service. L'Inspection constate le 27/07/2023 la position de ces deux poteaux incendie. Le poteau incendie interne à Fouvet-Mercier n'est pas dégagé pour l'accès au service de secours (camions stationnant devant).

L'exploitant a transmis par courriel le 31/07/2023 le rapport de contrôle du poteau incendie interne à Fouvet-Mercier (rapport Socotec n°971P0/21/1779 , contrôle réalisé le 04/05/2021). Celui-ci relève un débit de 61 m3/h à 1 bar dynamique avec une pression statique de 5 bars. Une observation est émise par Socotec : "manipulation/ouverture du volant de manœuvre difficilement réalisable".

L'exploitant a fourni par courriel le 01/08/2023, le relevé de contrôle du poteau incendie de la rue des Moutonnées , les mesures hydrauliques du 14/03/2022 relèvent un débit maximum de 120 m3/h à 2.9 bars (données GAM).

Observations :

Observation n°1 :

- Rendre accessible le poteau incendie (interne) aux services de secours, en toutes circonstances;
- Rendre la manipulation/ouverture du volant du poteau incendie (interne) réalisable;
- Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports

d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

Observation n°2:

Si le déclarant souhaite déroger aux dispositions de l'article 4.2 alinéa 1 (distance des poteaux incendie) de l'arrêté ministériel du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, il doit en faire la demande au préfet qui statuera par arrêté (article R. 512-52 du code de l'environnement) sur les suites à donner. L'absence de réponse dans un délai maximum de 3 mois (à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments demandés) vaut refus (cf. décret n°2014-1273 du 30 octobre 2014). Le déclarant ne peut pas exploiter son projet selon les dispositions modificatives qu'il sollicite, tant qu'il n'a pas obtenu l'autorisation préfectorale qui statue par arrêté.

La demande doit être effectuée sur le site en ligne <https://demarches.service-public.fr>

Type de suites proposées : suite administrative

Proposition de suites : lettre préfectorale

N° 2 : Stockage de produits pétrolier - Evacuation des effluents recueillis
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/10/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Fouvet-Mercier exploitant une activité de transport et de logistique, sise Zone Industrielle -85 rue des Moutonnées sur la commune de Saint-Egrève (38120) est mise en demeure de respecter, les dispositions de l'article 5.7 de l'annexe I de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 20 avril 2005 (rubrique 4734-2-c).</p> <p>En cas de non respect de cette mise en demeure dans le délai de 3 mois, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 19/07/2022, il a été constaté une non-conformité ayant conduit le préfet à mettre l'exploitant en demeure de lever la non conformité sous un délai de 3 mois par l'arrêté du 25/10/2022 (délai échu depuis le 01/02/2023).</p> <p>Le constat mentionné dans le rapport d'inspection signé les 29/08/2022 et 06/09/2022 et les références réglementaires sont rappelées ci-dessous:</p> <p>Stockage de produits pétrolier -évacuation des effluents recueillis , Arrêté Ministériel du 20/04/2005, article 5.7 :</p> <p><i>"L'évacuation des effluents recueillis selon les dispositions du point 2.11 de la présente annexe se fait, soit dans les conditions prévues au point 5.5 de la présente annexe, soit comme des déchets dans les conditions prévues au point 7 de la présente annexe."</i></p> <p>En juillet 2022 , L'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter le bordereau de suivi des déchets (BSD) des hydrocarbures pompés et évacués par la société SARP. L'exploitant précisait que le BSD devait être envoyé par SARP avec la facture et renseigné dans le registre des déchets. L'exploitant a transmis en date du 12/01/2023 par courrier une copie de la facture (société SARP datée du 08/07/2022), concernant l'évacuation et le traitement de 10 tonnes de déchets hydrocarbures. Le BSD n°BSD-20220421-BNCQSDDEV est daté du 30/05/2022 et mentionne une quantité de 17.78 tonnes avec une réception et un traitement le 30/05/2022 par la société SIRA à Chasse-sur-Rhône (code opération R3).</p> <p>La non-conformité de la mise en demeure concernant le non respect de la disposition de l'article 5.7 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 20 avril 2005 (évacuation des effluents recueillis) de la mise en demeure ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2022-10-24 du 25/10/2022 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Stockage de produits pétrolier – Vannes obturatrices des rétentions
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/10/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Cuvettes de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Fouvet-Mercier exploitant une activité de transport et de logistique, sise Zone Industrielle -85 rue des Moutonnées sur la commune de Saint-Egrève (38120) est mise en demeure de respecter, les dispositions de l'article 2.10 de l'annexe I de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 20 avril 2005 (rubrique 4734-2-c).</p> <p>En cas de non respect de cette mise en demeure dans le délai de 3 mois, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 19/07/2022, il a été constaté une non-conformité ayant conduit le préfet à mettre l'exploitant en demeure de lever la non conformité sous un délai de 3 mois par l'arrêté du 25/10/2022 (délai échu depuis le 01/02/2023).</p> <p>Le constat mentionné dans le rapport d'inspection signé les 29/08/2022 et 06/09/2022 et les références réglementaires sont rappelées ci-dessous:</p> <p>Stockage de produits pétrolier - rétention , Arrêté Ministériel du 20/04/2005, article 2.10 : <i>"Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p><i>Les prescriptions suivantes sont contrôlées:-</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>présence de cuvettes de rétention ;</i> <i>conformité du volume de rétention par rapport aux quantités en présence;</i> <i>- position fermée du dispositif d'obturation;</i> <i>- présence de cuvettes de rétention séparées pour les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble."</i> <p>Il a été constaté en juillet 2022 que la rétention n°1 n'est pas équipée d'une vanne obturatrice. La rétention possède une grille d'évacuation qui semble s'évacuer directement vers le déboureur-déshuileur. L'exploitant informe le service de l'Inspection en date du 12/01/2023 par courrier, que suivant les devis reçus, la pose d'une vanne de coupure sur le circuit de vidange sera réalisée par l'entreprise TP Paul. Fouvet Mercier était dans l'attente d'une date de début de travaux.</p> <p>L'exploitant présente le 27/07/2023 la facture de travaux de pose de la vanne (datée du 23/02/2023) sur la rétention n°1. L'Inspection constate sur le terrain la pose de la vanne maintenue en position fermée.</p> <p>La non-conformité de la mise en demeure concernant le non respect de la disposition de l'article 2.10 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 20 avril 2005 (vanne obturatrice rétention n°1) de la mise en demeure ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2022-10-24 du 25/10/2022 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Stockage de produits pétrolier -Étanchéité des rétentions
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/10/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Cuvette de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Fouvet-Mercier exploitant une activité de transport et de logistique, sise Zone Industrielle -85 rue des Moutonnées sur la commune de Saint-Egrève (38120) est mise en demeure de respecter, les dispositions de l'article 2.10 de l'annexe I de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 20 avril 2005 (rubrique 4734-2-c).</p> <p>En cas de non respect de cette mise en demeure dans le délai de 3 mois, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 19/07/2022, il a été constaté une non-conformité ayant conduit le préfet à mettre l'exploitant en demeure de lever la non conformité sous un délai de 3 mois par l'arrêté du 25/10/2022 (délai échu depuis le 01/02/2023). Le constat mentionné dans le rapport de l'inspection signé les 29/08/2022 et 06/09/2022 et les références réglementaires sont rappelées ci-dessous:</p> <p>Stockage de produits pétrolier - rétention , Arrêté Ministériel du 20/04/2005, article 2.10 : <i>"La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides."</i></p> <p>L'exploitant a informé le service de l'Inspection en date du 12/01/2023 que suivant les devis reçus, les travaux d'étanchéité seraient réalisés, sans préciser une date.</p> <p>Le 27/07/2023, l'exploitant précise à l'Inspection qu'il n'a obtenu qu'un devis de travaux d'étanchéité pour les deux rétentions, d'un montant total de 16 738 euros HT (devis du 23/02/2023, résine epoxy résistant). L'exploitant n'a pas eu de réponse d'autres sociétés consultées et n'a pas de comparatifs de prix.</p> <p>Observations :</p> <p>La prescription reste non-conforme (étanchéité des deux rétentions).</p> <p>L'Inspection constate le non respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/10/2023, ce qui constitue un délit (cf article L173-1 du Code de l'environnement). Sur la base de ce constat, il est proposé au préfet de faire application de l'article L171-8 du Code de l'environnement en imposant une sanction administrative sous forme d'une astreinte journalière d'un montant de 50€ jusqu'au retour à la conformité. Le projet est joint au présent rapport.</p> <p>Le service de l'Inspection informe l'exploitant que parmi les matériaux de surface pouvant assurer les caractéristiques d'étanchéité d'une cuvette, peuvent être cités :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Le béton armé, en principe pour des cuvettes peu étendues ; o Un revêtement superficiel sur un support rigide ; o Un enrobé. <p>Cette information figure sur le guide DT 92 - <i>" Guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structure : cuvettes de rétention et fondations de réservoirs "</i>, téléchargeable sur internet</p>
Type de suites proposées : suites administratives
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Stockage de produits pétrolier - Consigne manœuvre vanne obturatrice
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/10/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Cuvette de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Fouvet-Mercier exploitant une activité de transport et de logistique, sise Zone Industrielle -85 rue des Moutonnées sur la commune de Saint-Egrève (38120) est mise en demeure de respecter, les dispositions de l'article 2.11 de l'annexe I de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 20 avril 2005 (rubrique 4734-2-c).</p> <p>En cas de non respect de cette mise en demeure dans le délai de 3 mois, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 19/07/2022, il a été constaté une non-conformité ayant conduit le préfet à mettre l'exploitant en demeure de lever la non conformité sous un délai de 3 mois par l'arrêté du 25/10/2022 (délai échu depuis le 01/02/2023).</p> <p>Le constat mentionné dans le rapport d'inspection signé les 29/08/2022 et 06/09/2022 et les références réglementaires sont rappelées ci-dessous:</p> <p>Stockage de produits pétrolier - consigne manœuvre vanne obturatrice , Arrêté Ministériel du 20/04/2005, article 2.11 : <i>"Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de façon à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs."</i></p> <p>L'exploitant a transmis en date du 12/01/2023 une copie de la consigne affichée à proximité des cuves de rétention : <i>"L'obturateur doit être systématiquement fermé sauf accord du chef d'atelier"</i>.</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant le 27/07/2023, la consigne "du chef d'atelier". L'exploitant présente un document nommé "check-list et un compte rendu d'inspection du site. Ce document consiste en une procédure interne à la société qui mentionne que les vannes doivent toujours être maintenues fermées .</p> <p>La non-conformité de la mise en demeure concernant le non respect de la disposition de l'article 2.11 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 20 avril 2005 (consigne manœuvre vanne obturatrice) de la mise en demeure ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2022-10-24 du 25/10/2022 est levée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>